

**CONVENTION DE FINANCEMENT, DE FONCTIONNEMENT ET DE TRAVAIL AVEC L'ORGANISME  
GESTIONNAIRE VILLE D'ARGENTAN**

**Convention n° 61 25 P177 003**

**DISPOSITIF RESIDENCE SOCIALE - AIDE A LA GESTION LOCATIVE SOCIALE**

Entre

L'Etat, représenté par monsieur le préfet de l'Orne et par la DDETSPP de l'Orne désigné sous le terme  
« l'Etat »,

D'une part,

Et

La Ville d'Argentan, Hôtel de Ville situé Place du Dr Couinaud, 61200 Argentan,

Représenté par Monsieur Frédéric LEVEILLE, maire de la ville d'Argentan

N° SIRET du siège social : 216 100 065 000 12

Coordonnées : <https://www.argentan.fr/vie-quotidienne/habitat-et-urbanisme/habitat/lepasshaj/>

Désignée sous le terme « l'organisme »,

D'autre part,

**VU** la décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (2012/21/UE)

**VU** le Code de l'Action sociale et des familles (CASF)

**VU** la loi n°2025 – 127 du 14 février 2025 de finances pour 2025

**VU** la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

**VU** la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

**VU** les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique

**VU** la circulaire du Premier Ministre du 29 septembre 2015 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations

**IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

**PREAMBULE**

**Considérant** que le dispositif est déclaré conformément au régime de la déclaration défini à l'article L. 322-1 du Code de l'Action sociale et des familles

**Considérant** le projet ci-après présenté, initié et conçu par l'organisme et conforme à son objet ;

**Considérant** la politique de l'Etat en matière d'hébergement et d'accompagnement des publics précaires vers le logement financée par le programme 177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**Considérant** le deuxième plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027 ;

*Le Service public de la rue au logement et la stratégie du Logement d'abord portée par l'Etat engagent les acteurs du champ de l'Accueil Hébergement Insertion (veille sociale, hébergement, logement adapté), les acteurs du logement social et plus généralement les acteurs de l'accompagnement social des personnes en précarité à l'égard du logement, à un changement de paradigme. L'organisation et les pratiques déployées au sein des dispositifs du secteur doivent viser l'accès et le maintien dans le logement pour les personnes sans domicile ou risquant de le devenir. Les acteurs du secteur s'organisent pour faire accéder au logement le plus rapidement possible les personnes accompagnées, en évitant autant que possible le passage par des étapes intermédiaires, en procurant à ces personnes s'il y a lieu un accompagnement social approprié vers et dans le logement qui s'appuie sur leurs forces et compétences, et en assurant une couverture partagée du risque.*

**Considérant** que le projet, le budget et la demande de subvention pour l'année 2025 ci-après présentés par l'organisme participant à la réalisation des objectifs de cette politique ;

#### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de la convention**

Par la présente convention, l'organisme est chargé de mettre en œuvre le dispositif suivant comportant les modalités de mises en œuvre mentionnées dans la rubrique 6 du dossier CERFA de demande de subvention présenté par l'organisme ;

La présente convention précise les obligations de service public liées à la mise en œuvre des dispositifs et les paramètres de calcul de la compensation financière qui sera octroyée au titulaire conformément à la décision 2011/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011<sup>1</sup>.

Gestion du dispositif – Logement Résidence sociale « Résidence Habitat Jeunes le Pass'HAJ », composée de 3 résidences et d'une capacité totale de 45 places :

- Le Pass'HAJ du Donjon d'une capacité de 15 places
- Le Pass'HAJ du Tournesol d'une capacité de 16 places
- Le Pass'HAJ Georges Meliès d'une capacité de 11 places
- Une tiny house installée à Ecouché-les-Vallées d'une capacité de 1 place
- Une expérimentation sur 2 logements en résidence autonomie en partenariat avec la mission locale via le CLLAJ pour l'accompagnement individuel et le CCAS pour la gestion locative

La volonté de la collectivité est de créer un lieu dédié aux jeunes de 16 à 30 ans où ils puissent créer, expérimenter, ... dans un espaces adapté, modulable et convivial. L'objectif est de pouvoir poursuivre l'accueil de jeunes en danger d'exclusion sociale et/ou professionnelle, de jeunes en difficulté ou encore de travailleurs immigrés sur la structure.

Dans ce cadre, l'Etat contribue financièrement à ce projet qui constitue un service d'intérêt économique général au sens de la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne.

#### **ARTICLE 2 – Engagements de l'organisme bénéficiaire de l'aide financière de l'Etat**

**2.1** L'organisme s'engage à respecter les objectifs suivants :

- Organiser l'accompagnement social des jeunes pour créer les conditions financières et éducatives favorables à leur mobilité
- Améliorer l'accueil des jeunes
- Accompagner le parcours résidentiel et l'accès aux droits
- Développer les partenariats avec les services éducatifs pour éviter les ruptures dans le parcours des jeunes
- Organiser la vie collective pour éviter la solitude et permettre la solidarité
- Réaliser des actions de prévention, de suivi des jeunes mineurs et/ ou des jeunes fragilisés par l'absence de solidarité parentale

<sup>1</sup> [Décision - 2012/21 - EN - EUR-Lex \(europa.eu\)](#)

**2.2** Conformément à l'article L331-8-1 du CASF, l'organisme s'engage à faire une déclaration immédiate à la DDETSP de l'Orne des événements indésirables graves, selon la procédure définie à l'annexe 1.

**2.3** L'organisme s'engage à promouvoir et à faire respecter les sept engagements du contrat d'engagement républicain (CER). Il s'engage également sur l'ouverture à tous des actions financées sans distinction d'origine, de religion ou de sexe.

**2.4** L'organisme informe sans délai l'Etat de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations (communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local) et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

**2.5** L'organisme s'engage à répondre aux enquêtes menées par l'Etat sur ses activités, dans le respect de la législation en vigueur pour la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD)<sup>2</sup>.

**2.6** L'organisme s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Préfecture de l'Orne sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. L'absence de ces mentions peut entraîner le retrait de tout ou partie de la subvention concernée.

**2.7** En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'organisme en informe l'Etat sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

### **ARTICLE 3 – Durée des obligations de service public et validité de la convention**

La convention porte sur la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

### **ARTICLE 4 – Montant de la subvention**

**4.1** Pour l'année 2025, l'Etat contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 32 532,60 € équivalent à 11 % du montant total annuel estimé des coûts proposés 295 850,00 € conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe 1 à la présente convention.

**4.2** L'aide financière de l'Etat est calculée de telle sorte qu'elle n'excède pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés, y compris un bénéfice raisonnable, dans les conditions prévues par l'article 5 de la décision 2012/21/UE.

**4.3** Le coût du projet et le montant de la subvention accordée par dispositif sont détaillés comme suit :

---

<sup>2</sup> Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données  
Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n°2019-536 du 29 mai 2019

Catégorie	Dispositif	Dates de fonctionnement	Coût total du dispositif	Coût pris en charge par l'Etat BOP 177 (a)	Reports de crédits (à ne pas réengager pour 2025) (b)	Mesure(s) nouvelles(s) par réaffectation d'excédents (c) *	Montant de la subvention à verser en année 2025 (a) + (c) – (b)	Autres financements hors Etat
Logement Résidence sociale	FJT	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	295 850,00 €	32 532,60 €	0,00 €	0,00 €	32 532,60 €	263 317,40 € CD 61 : 7 800,00 € Org. Sociaux : 48 000,00 € Commune : 27 017,40 € Prest.de services : 180 500,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>295 850,00 €</b>	<b>32 532,60 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>32 532,60 €</b>	<b>263 317,40€</b>

\* Détailler les mesures nouvelles financées par la réaffectation d'excédents inscrits dans la colonne (c) :

**4.4** Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect par l'organisme gestionnaire de la mise en œuvre du projet décrit à l'article 1<sup>er</sup> et des engagements détaillés à l'article 2, ainsi que de la transmission des éléments justificatifs nécessaires à la mise en œuvre du financement et à son suivi, et des décisions de l'Etat prises en application de l'article 7 sans préjudice de l'application de l'article 10.

**4.5** Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - o sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 2 ;
  - o sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - o sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - o sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - o sont dépensés par « l'organisme » ;
  - o sont identifiables et contrôlables ;

L'Etat vérifie que le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, établi par l'organisme dans le dossier de demande de subvention.

**4.6** Lors de la mise en œuvre du projet, l'organisme peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à condition que cette adaptation :

- Soit réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionnée à l'article 4.1 ;
- N'affecte pas la réalisation du projet ;
- Ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 4.1.

L'organisme notifie ces modifications à l'Etat par tout moyen permettant d'accuser date de réception certaine dès qu'elle peut les évaluer.

Le versement du solde ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Etat de ces modifications.

## **ARTICLE 5 – Modalités administratives du versement de la compensation financière**

**5.1** Les compensations financières de l'Etat mentionnées à l'article 4 ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances pour l'Etat et leur disponibilité sur le BOP 177 de l'Orne.

**5.2** Pour l'année 2025, l'Etat verse un montant de 32 532,60 euros.

L'Etat verse :

- Une avance à hauteur de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution fixé à l'article 4, soit 16 266,30 € ;
- Le solde est conditionné par la transmission par l'organisme des documents justificatifs de l'activité N-1 définis à l'article 6 et la réalisation par l'organisme des objectifs définis en annexe de la présente convention. Le solde sera versé avant la fin de gestion, à la suite du dialogue de gestion.

**5.3** La subvention du/des dispositif(s) détaillé(s) dans l'article 1er est imputée sur les crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », action 12 « hébergement et logement adapté », de la manière suivante : 0177 – 01 – 06 – 12 – 12.

**5.4** La contribution financière sera créditée au compte de l'organisme selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte ouvert au nom de : Service de gestion comptable de Flers

Le RIB est disponible en annexe 3

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de l'Orne.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques du Calvados.

## **ARTICLE 6 – Justificatifs des coûts supportés et du fonctionnement du bénéficiaire**

**6.1** Afin de mettre en œuvre le financement du dispositif et son suivi, l'organisme s'engage à transmettre à l'Etat :

- Tous documents juridiques initiaux ou modificatifs comme les statuts de l'organisme, un RIB, la copie de la publication de l'organisme au journal officiel, la liste des membres du conseil d'administration.
- Le budget de fonctionnement pour l'année N+1

Il s'engage également à tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière avec l'assistance des expertises requises, à se tenir à jour des obligations sociales, fiscales et parafiscales.

**6.2** L'organisme s'engage à fournir dans un délai raisonnable, et au maximum dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, **le compte rendu financier** conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné **d'un bilan final quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du/des dispositif(s) (avec les indicateurs prévus en annexe 4)**. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

Par ailleurs, l'organisme dispose d'un délai de six mois suivant la clôture de l'exercice pour transmettre à l'Etat les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit de l'UE :

- Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce tels qu'approuvés par l'assemblée générale ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les comptes ;
- Le rapport d'activité correspondant aux activités soutenues

## **ARTICLE 7 – Contrôles de l'Etat et reversement**

**7.1** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Etat. L'organisme s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées, notamment les informations sur les subventions versées par d'autres autorités publiques pour le financement d'une action également financée par la présente convention. Le refus de leur communication entraîne le retrait de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2** L'Etat contrôle au terme de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. S'il est constaté à l'occasion d'un contrôle que les financements versés à l'organisme excèdent les coûts effectivement occasionnés pour l'atteinte des objectifs du présent dispositif, l'excédent identifié sera constitutif d'une surcompensation.

**7.3.** Conformément à la décision 2012/21/UE et à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Etat peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4 de la présente convention ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

#### **ARTICLE 8 – Conservation des documents**

Les pièces justificatives concernant la réglementation des aides d'Etat sous forme de compensation de service public doivent être conservées par l'Etat pendant 10 ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

#### **ARTICLE 9 – Sanctions**

**9.1** En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'organisme sans l'accord écrit de l'Etat, celle-ci peut retirer la subvention en totalité ou en partie et ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Il peut également être fait application de l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 afin de suspendre la subvention ou de diminuer son montant, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir entendu ses représentants.

**9.2** En application de l'article 5 du décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021, est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du contrat d'engagement républicain commis entre la date à laquelle elle a été accordée et le terme de la période définie par l'autorité administrative en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'activité subventionnée en cas de subvention affectée. Le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement.

**9.3** Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne le retrait de la subvention et son reversement en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également le retrait de la subvention et son reversement conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**9.4** L'Etat informe l'organisme de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

#### **ARTICLE 10 – Evaluation**

**10.1** L'Etat procède à la réalisation d'une évaluation avec l'organisme dans le cadre du dialogue de gestion, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. L'organisme s'engage à transmettre aux services de l'Etat, ou tout organisme dûment mandaté, les indicateurs demandés et les justificatifs mentionnés dans la présente convention.

**10.2** L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

#### **ARTICLE 11 – Avenant**

**11.1** Toute modification portant sur les modalités d'exécution de la convention doit être définie d'un commun accord entre les parties et doit faire l'objet d'un avenant à la convention, signé par l'Etat et l'organisme. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. Toute demande d'avenant doit être formulée pendant la durée de la convention.



**11.2** La demande de modification de la présente convention est réalisée par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine, précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Les modifications ne doivent pas être substantielles ni remettre en cause les objectifs généraux du projet. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

#### **ARTICLE 12 – Résiliation**

En cas de non-respect par le bénéficiaire des conditions indiquées dans la présente convention, l'Etat procédera au retrait de la subvention.

Si le bénéficiaire ne souhaite plus prendre en charge la mise œuvre du projet, il doit en informer l'Etat et lui reverser les sommes qui n'ont pas été utilisées ou qui n'ont pas permis la réalisation du projet.

#### **ARTICLE 13 – Recours**

La présente convention peut faire l'objet d'un recours administratif préalable devant le préfet de l'Orne.

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'une tentative de conciliation, avec application du principe du droit pour chacune des parties à faire valoir ses observations. Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente, en l'espèce le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Alençon, le

<p>Pour la Ville d'Argentan, Le maire,</p> <p>M. Frédéric LEVEILLE</p>	<p>Pour l'Etat, Le préfet de l'Orne,</p> <p>M. Hervé TOURMENTE</p>
--	--



## ANNEXE 1

### PROCEDURE DE SIGNALEMENT DES EVENEMENTS INDESIRABLES GRAVES ( EIG)

Survenance d'un évènement ou d'un dysfonctionnement susceptible d'affecter la prise en charge des personnes, leurs droits ou menaçant la santé ou la sécurité des personnes accompagnées ou des professionnels

Exemples de faits pouvant être des EIG :

- Sinistres météorologiques exceptionnels
- Comportements violents de la part des usagers ;
- Perturbations dans l'organisation et la gestion des ressources humaines ;
- Décès, suicides ou tentatives de suicides ;
- Disparitions de personnes hébergées ;
- Actes de malveillance ;
- Situations de maltraitance au sein de la structure etc.

*Arrêté du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales*

**Obligation pour l'opérateur d'effectuer un signalement non-nominatif de l'EIG à la DDETS, via le formulaire dédié et dématérialisé sur démarches simplifiées**

*(Articles L. 331-8-1 et R. 331-8 à 10 du CASF)*

**Instruction par la DDETS et vérification, le cas échéant, d'un dépôt de plainte et de signalement auprès des autorités compétentes**

*Le cas échéant, selon la nature de l'EIG et parallèlement au signalement EIG*

Obligation pour l'opérateur d'effectuer un signalement nominatif pour **trouble à l'ordre public (TOP)** à la préfecture et DT-OFII si le fait déclaré concerne un **comportement violent** ou un **manquement grave au règlement de la part d'un demandeur d'asile (DA)** ou d'un **bénéficiaire de la protection internationale (BPI)**  
*(Articles L. 552-5 du CESEDA)*

Obligation pour l'opérateur de signaler toute information préoccupante sur **un mineur en danger** ou **risquant de l'être à la CRIP**  
*(Articles L. 226-1 et suivants du CASF)*

*Si l'opérateur emploie des agents publics*

Obligation pour tout **agent public** de signaler sans délai au **procureur de République tout crime ou délit** dont il est amené à avoir connaissance dans l'exercice de ses fonctions  
*(2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 40 du code de procédure pénale)*

#### Accéder au formulaire de signalement en ligne :

Le formulaire est accessible via le lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/formulaire-de-signalement>

**Important :** si c'est la première fois que vous remplissez un signalement vous devez impérativement passer par ce lien. La page d'accueil de la plateforme « Démarches simplifiées » ne vous permet pas de rechercher un formulaire.

En revanche, si vous avez déjà déposé un dossier pour cette démarche, vous pourrez le retrouver en passant par la page d'accueil de « Démarches Simplifiées ». Celle-ci vous redirigera vers votre espace utilisateur.

## ANNEXE 2

### Le programme du dispositif d'hébergement subventionné

Logement Résidence sociale « Résidence Habitat Jeunes le Pass'HAJ », composée de 3 résidences et d'une capacité totale de 45 places :

- Le Pass'HAJ du Donjon d'une capacité de 15 places
- Le Pass'HAJ du Tournesol d'une capacité de 16 places
- Le Pass'HAJ Georges Meliès d'une capacité de 11 places
- Une tiny house installée à Ecouché-les-Vallées d'une capacité de 1 place
- Une expérimentation sur 2 logements en résidence autonomie en partenariat avec la mission locale via le CLLAJ pour l'accompagnement individuel et le CCAS pour la gestion locative

N° SIRET : 216 100 065 000 12

#### **Responsable de dispositif**

- Contact du responsable du dispositif : Thomas Poncheaux – Directeur de la RS – FJT Le Pass'HAJ
- Courriel du responsable du dispositif : thomas.poncheaux@argentan.fr
- Coordonnées : <https://www.argentan.fr/vie-quotidienne/habitat-et-urbanisme/habitat/lepasshaj/>
- Téléphone : 02 33 36 40 48

La relation qui lie l'Etat et l'opérateur via la présente convention implique la tenue d'un dialogue de gestion au moins une fois par an. Les objectifs du dialogue de gestion sont les suivants :

1. Bilan de l'année n-1 et de l'année n :
  - Analyse de l'exécution et des résultats de la mise en œuvre du/des dispositif(s) pour laquelle la convention a été conclue et de la bonne utilisation des crédits dédiés ;
  - Vérification du respect des engagements pris par l'opérateur ;
2. Définition du projet à mettre en œuvre pour l'année n et du montant de la subvention dédiée :
  - Appréciation de l'équilibre budgétaire du dispositif / projet financé ;
  - Analyse de la santé financière de l'organisme partenaire et de sa capacité à mettre en œuvre le projet défini ;
3. Définition des objectifs et des indicateurs de pilotage à mesurer pour l'année n+1.

#### **I – Description de l'offre**

Les missions effectuées par l'organisme gestionnaire du dispositif d'hébergement d'urgence s'inscrivent dans les principes de la politique publique du Logement d'Abord. Le gestionnaire accompagne vers l'accès au logement les personnes accueillies et hébergées au sein de son dispositif. Dans la mesure de ses moyens, cela se traduit par la réalisation d'évaluations fréquentes de la situation des personnes accueillies et par le développement d'une organisation et de pratiques professionnelles adaptées au Logement d'Abord.

#### **1. Projet du dispositif**

##### **a. Objectifs et description du projet**

La Résidence Sociale – FJT le Pass'HAJ est située au cœur de la ville. Elle est composée de 3 résidences.

- Le Pass'HAJ du Donjon : 15 logements
- Le Pass'HAJ du Tournesol : 16 logements
- Le Pass'HAJ Georges Meliès : 11 logements

Le projet global inclut différents espaces d'accueil et d'animation au 1<sup>er</sup> étage dont : le local du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) ; une salle de réunion et co-working ; une grande salle commune ; un point information jeunesse (PIJ) ; un bureau pour l'animateur Habitat Jeunes et PIJ, permettant les entretiens individuels ; un bureau pour le directeur Habitat Jeunes. Certaines cloisons sont amovibles pour permettre la modularité.

En plus des 42 logements, la RS – FJT compte depuis septembre 2022, un 43<sup>ème</sup> logement qui est une Tiny House installée en phase expérimentale pour 3 ans à Ecouché les Vallées (évaluation de l'expérimentation en 2025).

Et en 2025, une expérimentation de 2 logements en résidence autonomie en partenariat avec la Mission Locale via le CLLAJ pour l'accompagnement individuel et le CCAS pour la gestion locative.

Le projet socio-éducatif 2025 – 2029 vient d'être rédigé et est en attente de validation par la CAF 61 ;

La volonté de la collectivité est de créer un lieu dédié aux jeunes de 16 à 30 ans où ils puissent créer, expérimenter....dans un espace adapté, modulable et convivial.

L'AGLS permet de pouvoir pérenniser les accompagnants socio-éducatifs sur la structure et de poursuivre l'accueil de jeunes en danger d'exclusion sociale et/ou professionnelle, de jeunes en difficulté ou encore de travailleurs immigrés sur la structure. Elle permet également l'accompagnement individuel et collectif de qualité et d'être en adéquation avec les autres intervenants gravitant autour des jeunes.

#### Objectifs :

- Réguler la vie collective au sein de la résidence : intégration des nouveaux résidents, en particulier lorsqu'ils sortent de conditions de vie particulièrement difficiles ; prévention et gestion des incidents liés à la vie collective
- Lutter contre l'isolement : écoute individuelle, action favorisant le lien social à l'intérieur de la résidence ;
- Favoriser les liaisons nécessaires avec les services sociaux extérieurs pour résoudre les difficultés des résidents : aides aux démarches administratives et aux procédures d'accès et de maintien dans le logement ; médiation renforcée

#### Les bénéficiaires :

- Jeunes en voie d'insertion sociale et professionnelle, âgés de 16 à 30 ans, et plus spécifiquement : jeunes travailleurs en situation de précarité ou non, jeunes demandeurs d'emploi, jeunes en situation de décohabitation ou de mobilité, jeunes en formation sous divers status (apprentissage, formation d'insertion, etc...), étudiants en situation de rupture sociale et familiale, adultes isolés de moins de 30 ans.

#### Territoire :

- Commune d'Argentan néanmoins la structure peut accueillir des jeunes d'autres communes, départements, régions, pays.

#### Moyens matériels :

- Des lieux dédiés à l'accueil des jeunes avec des espaces adaptés, deux laveries, 3 cuisines partagées, des espaces de rencontres et de jeu, des espaces d'information, un espace numérique, un espace extérieur (jardin, barbecue...), sur 3 résidences d'une capacité de 42 T1 et T1' ainsi qu'une Tyni House

#### Moyens humains :

- Une équipe de professionnels dédiée aux jeunes est présente jusqu'à 20h00 quatre soirs par semaine et disponible 24h/24h
- Depuis janvier 2022, l'équipe du Pass'HAJ est sous la responsabilité de la direction du développement social de la collectivité d'où l'intégration d'une directrice à hauteur de 0,1 ETP
- 3,05 ETP

## II - Le budget global du dispositif d'hébergement d'urgence



**PRÉFET  
DE L'ORNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**1. Budget Prévisionnel (BP) du projet 2025**

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>	<b>85 000,00 €</b>	<b>70 — Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>180 500,00 €</b>
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	75 000,00 €	<b>74- Subventions d'exploitation</b>	<b>115 350,00 €</b>
Autres fournitures	10 000,00 €	Etat : précisez les ministères sollicités	
<b>61- Services extérieurs</b>	<b>12 350,00 €</b>	DDETSPP	32 532,60 €
Locations	500,00 €		
Entretien et réparation	9 000,00 €	Région(s) :	
Assurance	2 700,00 €	-	
Documentation	150,00 €	Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>10 000,00 €</b>	CD 61	7 800,00 €
Rémunérations <u>intermédiaires</u> et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	2 000,00 €	Commune(s) :	27 017,40 €
Services bancaires, autres	8 000,00 €	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Organismes sociaux ( <u>détailler</u> ) :	
Impôts et taxes sur rémunération		CAF	48 000,00 €
Autres impôts et taxes		-	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>170 000,00 €</b>	Fonds européens	
Rémunération des personnels	170 000,00 €	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion Courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>	<b>18 000,00 €</b>	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>500,00 €</b>	<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>295 850,00 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>295 850,00 €</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en Nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Personnel encadrement administratif Direction	
		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>295 850,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>295 850,00 €</b>
L'association sollicite une subvention de <b>32 532,60 €</b> qui représente 11 % du total des coûts éligibles.			

**ANNEXE 3**



**PRÉFET  
DE L'ORNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de Gestion comptable de FLERS**

67, rue de la Gérodière

CS 50209

61104 FLERS CEDEX

Tél : **02.33.62.14.50** Balf : [sgc.flers@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:sgc.flers@dgfip.finances.gouv.fr)

Horaires d'ouverture au public : 8h45-12h et 13h30-16h

Fermé le mercredi et le vendredi AprèsMidi (AM)

Uniquement sur RDV les lundis AM, mardis AM & jeudis AM

**RIB** : 30001 00392 E6150000000 53

**IBAN** : FR36 3000 1003 92E6 1500 0000 053

**BIC** : BDFEFRPPCCT

## ANNEXE 4

### Modalités d'évaluation et indicateurs relatifs à l'activité d'hébergement d'urgence

#### Conditions de l'évaluation

Les indicateurs ci-dessous visent à apprécier l'activité de du/des dispositif(s) d'hébergement d'urgence sur le suivi de deux objectifs principaux :

1. La réponse aux besoins exprimés sur le(s) territoire(s) ;
2. La mise en œuvre d'un accès rapide à un logement ordinaire ou adapté pour les personnes accueillies

1) SUIVI DES ENTREES ET DES ADMISSIONS			
Nombre de ménages entrés sur l'année civile			
Nombre de ménages différents entrés sur l'année civile			
Nombre de personnes entrées sur l'année civile			
Nombre de personnes différentes entrées sur l'année civile			
Indicateur	Mode de calcul	Donnée	Objet
Taux de refus d'admission par le dispositif après orientation par le SIAO (%)	$\frac{\text{Nb d'orientations du SIAO refusées par le dispositif}}{\text{Nb d'orientations du SIAO vers le dispositif}}$		Suivi de la mise à disposition des places auprès du SIAO. L'indicateur s'interprète relativement aux autres dispositifs du même territoire.
Taux de refus d'admission par les ménages après orientation du SIAO (après acceptation par le dispositif) (%)	$\frac{\text{Nb d'orientations du SIAO refusées par le ménage}}{\text{Nb d'orientations du SIAO vers le dispositif}}$		Observation des admissions vers le dispositif
2) SUIVI DE L'ACCES AU LOGEMENT ET DES PARCOURS			
Nombre total de ménages présents dans l'année			
Nombre total de ménages présents dans l'année éligibles au logement			
Indicateur	Mode de calcul	Donnée	Objet
Taux de sortie brut	$\frac{\text{Nb de ménages sortis}}{\text{Nb total de ménages distincts présents dans l'année}}$		
Taux de sortie vers le logement des ménages éligibles au logement (%)	$\frac{\text{Nb de ménages sortis vers un logement ordinaire} + \text{Nb de ménages sortis vers un logement accompagné}}{\text{Nb de ménages éligibles au logement pris en charge dans l'année}}$		Suivi de l'accès au logement des ménages hébergés pouvant y prétendre au regard de leur situation administrative.
Taux de refus d'orientation vers un logement (%)	$\frac{\text{Nb de refus de logement par les ménages hébergés}}{\text{Nb de propositions de logement}}$		Suivi de la fluidité du parc et évaluation de la qualité des propositions d'orientations des ménages à la sortie.
Répartition des situations de vie résidentielles à la sortie			
Logement ordinaire			Suivi de la situation des ménages sortis de l'hébergement au cours de
... dont logement social			



**PRÉFET  
DE L'ORNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

... dont logement privé		l'année civile, dans une logique de meilleure connaissance des parcours des personnes hébergées, et de mesure de la performance sociale de l'établissement.
Logement accompagné		
Etablissement médico-social adapté		
CHRS		
Dispositif d'hébergement hors CHRS (HU, hôtel, RHVS)		
Dispositif national d'accueil (CADA, CAES, CPH, HUDA, PRAHDA)		
Hébergement chez un tiers		
Sans solution de logement ou d'hébergement		
Autres (préciser / ajouter lignes si nécessaires)		
<b>TOTAL</b>		

### 3) GESTION ET MOBILISATION DES LEVIERS DE FLUIDITE VERS LE LOGEMENT

Indicateur	Mode de calcul	Donnée	Objet
Taux d'occupation (%)	$\frac{\text{Somme des nuités réalisées}}{\text{Capacité annuelle}}$		Pilotage du parc dans l'objectif d'une optimisation des capacités d'hébergement au regard des besoins.
Taux d'occupation (%) [calcul automatisé]	$\frac{\text{Somme des nuités réalisées}}{\text{Capacité disponible sur l'année}}$		L'automatisation du calcul de l'indicateur par le SI SIAO emportera l'évolution suivante du mode de calcul
Taux d'indisponibilité des places (%) [calcul automatisé]	$1 - \frac{\text{Capacité disponible sur l'année}}{\text{Capacité théorique sur l'année}}$		Le taux d'indisponibilité des places complètera alors le taux d'occupation
Part des ménages hébergés depuis plus de 3 mois disposant d'au moins une évaluation approfondie (EA) publiée dans les trois derniers mois	$\frac{\text{Nb de ménages hébergés depuis + de 3 mois pour lesquels la date de la dernière EA} < 3 \text{ mois}}{\text{Nb de ménages hébergés depuis } > 3 \text{ mois}}$		Mesure de l'intensité du suivi de l'ensemble des ménages hébergés.
Part des ménages éligibles hébergés depuis plus de 3 mois ayant une demande de logement social (DLS) active	$\frac{\text{Nb de ménages hébergés depuis + de 3 mois ayant une DLS active}}{\text{Nb de ménages éligibles au logement}}$		Suivi de l'ouverture des droits au logement social pour les ménages éligibles.
Part des ménages éligibles hébergés depuis plus de 3 mois labellisés SYPLO	$\frac{\text{Nombre de ménages hébergés + de 3 mois labellisés SYPLO}}{\text{Nombre de ménages éligibles au logement}}$		Suivi des démarches d'accès au logement social pour les ménages éligibles.

### 4) ANALYSE DES DUREES DE SEJOUR

Indicateur	Mode de calcul	Donnée	Objet
------------	----------------	--------	-------





**PRÉFET  
DE L'ORNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Durée moyenne des prises en charge terminées dans l'année	$\frac{\text{Somme durées de prise en charge terminées dans l'année}}{\text{Nb de PEC terminées dans l'année}}$		
Durée moyenne des prises en charge en cours			Prise en compte de la durée de prise en charge des ménages non sortis de l'hébergement.
Durée moyenne des prises en charge terminées dans l'année hors sorties sans solution	$\frac{\text{Somme des durées de PEC terminées} - \text{somme des durées PEC terminées sans solution}}{\text{Nb de PEC terminées}}$		La comparaison de la durée moyenne hors sorties sans solution avec la durée moyenne des prises en charge terminées permet d'analyser la mise en œuvre de la fluidité vers le une solution adaptée.
Nombre de prises en charge terminées dans l'année sans solution			
Distribution des durées de prises en charge terminées dans l'année (nombre de personnes)			Suivi de la distribution des prises en charge terminées ou en cours au 31/12, à éclairer par les indicateurs précédents.
< 8 jours			
8 jours à 1 mois			
1 à 3 mois			
3 à 6 mois			
6 à 12 mois			
1 an à 2 ans			
2 ans à 4 ans			
> 4 ans			
<b>TOTAL</b>			
Distribution des durées de prises en charge en cours au 31/12 (nombre de personnes)			
< 8 jours			
8 jours à 1 mois			
1 à 3 mois			
3 à 6 mois			
6 à 12 mois			
1 an à 2 ans			
2 ans à 4 ans			
> 4 ans			
<b>TOTAL</b>			

**5) SUIVI DES EFFECTIFS, DE L'ENCADREMENT ET DE LA VACANCE**



**PRÉFET  
DE L'ORNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Distribution des effectifs rémunérés (yc personnel de remplacement) par catégorie <sup>3</sup>		ETPT prévisionnels	ETPT réalisés
Personnel de direction et d'encadrement			
Personnel d'encadrement sanitaire et social			
Personnel de gestion et d'administration			
Personnel des services généraux			
Personnel social / socio-éducatif / éducatif, pédagogique et social			
Personnel médical			
Psychologue et personnel sanitaire / paramédical			
Autres fonctions : [préciser]			
<b>TOTAL</b>			
<b>SUR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL</b>			
Indicateur	Mode de calcul	Donnée	Objet
Taux d'encadrement [prévisionnel]	$\frac{\text{Capacité annuelle (nb de places)}}{\text{ETPT prévisionnels}}$		Indicateur de moyen sur le fonctionnement du dispositif, calculé à la signature de la convention
Taux d'encadrement [réalisé]	$\frac{\text{Capacité annuelle (nb de places)}}{\text{ETPT réalisés}}$		Information sur la réalisation (ou l'écart au prévisionnel) de l'action financée. Permet de qualifier l'encadrement effectif et d'éclairer un excédent éventuel par la mise en lumière de difficultés de recrutement.
Taux de vacance des postes	$\frac{\text{ETPT prévisionnels} - \text{ETPT réalisés}}{\text{ETPT prévisionnels}}$		Informations sur l'attractivité du dispositif et du secteur.
<b>SUR LE PERSONNEL SOCIAL / SOCIO-ÉDUCATIF / ÉDUCATIF, PÉDAGOGIQUE ET SOCIAL</b>			
Indicateur	Mode de calcul	Donnée	Objet
Taux d'encadrement [prévisionnel]	$\frac{\text{Capacité annuelle (nb de places)}}{\text{ETPT socioéducatifs prévisionnels}}$		Indicateur de moyen sur l'accompagnement social des ménages, calculé à la signature de la convention
Taux d'encadrement [réalisé]	$\frac{\text{Capacité annuelle (nb de places)}}{\text{ETPT socioéducatifs réalisés}}$		Information sur la réalisation (ou l'écart au prévisionnel) de l'action financée. Permet de qualifier l'encadrement socioéducatif effectif et d'éclairer un excédent éventuel par la mise en lumière de difficultés de recrutement.
Taux de vacance des postes socioéducatifs	$\frac{\text{ETPT socioéducatifs prévisionnels} - \text{ETPT socioéducatifs réalisés}}{\text{ETPT socioéducatifs prévisionnels}}$		Informations sur l'attractivité du dispositif et du secteur.
Part d'ETPT socio-éducatifs diplômés d'Etat	$\frac{\text{Nb d'ETPT socioéducatifs (réalisés) diplômés d'Etat}}{\text{Nb d'ETPT socioéducatifs réalisés}}$		Suivi des qualifications des équipes socioéducatives.

<sup>3</sup> Voir notice de remplissage ci-dessous

**TABEAU DES CORRESPONDANCE DES EFFECTIFS**

Catégories	Emplois
<b>Personnel de direction et d'encadrement</b>	Directeur ou responsable de l'établissement
	Directeur adjoint, attaché de direction, économiste
	Autre personnel de direction
<b>Personnel d'encadrement sanitaire et social</b>	Cadre ou chef de service médical
	Cadre ou chef de service éducatif / socio-éducatif
	Cadre ou chef de service sanitaire / paramédical
	Autre personnel d'encadrement sanitaire et social
<b>Personnel de gestion et d'administration</b>	Chargé de gestion locative adaptée
	Agent administratif
	Comptable
	Autre personnel administratif et de gestion
<b>Personnel des services généraux</b>	Agent des services généraux (agent de buanderie, agent de cuisine, surveillant de nuit)
	Ouvrier qualifié (plombier, électricien, jardinier, cuisinier)
	Chef des services généraux et des services de documentation ou informatique
	Autre personnel des services généraux
<b>Personnel social / socio-éducatif / éducatif, pédagogique et social</b>	Agent d'accueil et d'information sociale, d'accueil social, agent de facilitation de la vie sociale
	Auxiliaire socio-éducatif ou médico-social, dont auxiliaire de vie
	Assistant social, de service social ou spécialisé
	Technicien socio-éducatif
	Conseiller social ou technique en action sociale
	Accompagnateur socioprofessionnel ou technique d'insertion professionnelle
	Intervenant socio-éducatif
	Médiateur social ou familial
	Animateur social, socioculturel, socioéducatif et d'activités sociales
	Autre personnel socio-éducatif
<b>Personnel médical</b>	Médecin généraliste
	Médecin psychiatre
	Autre médecin spécialisé
	Autre profession médicale
<b>Psychologue et personnel sanitaire / paramédical</b>	Psychologue
	Infirmier
	Auxiliaire de soins
	Rééducateur
	Autre personnel sanitaire et paramédical